



Délégation syndicale de première ligne, Canada-Colombie, 2022 Déclaration commune

Des dirigeants syndicaux canadiens se sont rendus en Colombie en juillet pour montrer leur solidarité avec les travailleuses et travailleurs et les défenseurs des droits de la personne du pays. Des leaders du Congrès du travail du Canada, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, du Syndicat canadien de la fonction publique, du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public et de l'Alliance de la Fonction publique du Canada faisaient partie de la délégation « En première ligne », une initiative multisyndicale créée pour offrir une protection et une solidarité urgentes aux mouvements syndicaux et sociaux en Colombie.

Après des années d'attaques incessantes contre les syndicalistes et les défenseurs des droits de la personne et des terres, il était essentiel pour nos leaders d'aller manifester sur place leur solidarité. Pour la première fois en 214 ans, la population colombienne a élu le 19 juin un gouvernement progressiste, dirigé par le président Gustavo Petro et la vice-présidente Francia Marquez, la première femme noire à accéder au pouvoir dans le pays. Ce revirement politique, après des décennies de violence et d'impunité, suscite un certain espoir et un optimisme prudent.

Des syndicats de la fonction publique canadienne participent depuis 2004 à des échanges avec des syndicats, des mouvements sociaux et des défenseurs des droits de la personne colombiens. La délégation a rencontré des leaders syndicaux et communautaires à Bogota, à Cali, à Buenaventura, à Medellín et à Villagarzón. Elle tenait également à se rendre dans les communautés rurales côtières et dans les montagnes où les communautés afro-colombiennes et autochtones ont subi le déplacement forcé et la violence des entreprises transnationales et des activités paramilitaires. La délégation a rencontré des représentants d'organisations et des leaders de la grève nationale de 2021. On se souviendra des jeunes qui se sont mobilisés massivement à cette occasion pour défier les politiques régressives du gouvernement, affrontant les brutales répressions qui ont suivi.

Les appels à la justice des familles qui ont perdu des êtres chers aux mains de la violence de l'État demeurent une priorité pour de nombreuses personnes. C'est un rappel dévastateur de l'énorme tâche qui attend le nouveau gouvernement. Selon la [Confédération syndicale internationale \(CSI\)](#), la Colombie a toujours figuré parmi les dix pays les plus dangereux au monde pour les leaders syndicaux. On sait que ces conditions ne changeront pas du jour au lendemain à l'issue de simples élections.

Comme bien des gens, la délégation espère néanmoins que le nouveau gouvernement entreprendra de réparer les dommages causés par les politiques néfastes de l'extrême droite.

Le gouvernement s'est déjà engagé à mettre en œuvre des politiques et des initiatives importantes visant notamment :

- l'éducation et les services de garde universels, publics et gratuits;
- la création d'emplois;
- les pensions publiques;
- la protection de l'environnement et de l'eau;
- les réformes agricoles et la souveraineté alimentaire.

Les membres de la délégation et leurs syndicats soutiennent la réforme du travail mise de l'avant par le mouvement syndical en Colombie, intitulé « Cambio por la Vida » (Changement pour la vie). Cette réforme vise à assurer :

- du travail décent;
- l'équité au travail;
- de meilleures conditions de travail;
- le respect des normes internationales du travail, y compris la liberté d'association et la négociation collective.

C'est un grand moment pour la population colombienne. À l'aube de cette nouvelle ère, la communauté internationale, y compris le gouvernement du Canada, doit faire tout son possible pour contribuer aux réformes progressives et aux négociations de paix en cours. Les syndicats canadiens continueront à soutenir les travailleuses et travailleurs, les défenseurs des droits de la personne et des terres, ainsi que les leaders des mouvements sociaux dans leur quête de paix et de justice.

Liste des personnes déléguées

Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)
Craig Reynolds, vice-président exécutif, Ontario

Congrès du travail du Canada (CTC)
Siobhán Vipond, vice-présidente exécutive

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Aubrey Gonsalves, vice-président à la diversité, travailleurs noirs et racisés

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)
Nancy Beauchamp, ancienne directrice nationale, Montréal métropolitain
Amanda Cowie, agente aux griefs, Prairies

Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP)
Jason MacLean, secrétaire et trésorier
Trevor King, secrétaire et trésorier, NAPE